

BRÈVES SECTORIELLES

Royaume-Uni

Une publication du SER de Londres
Semaine du 7 au 11 octobre 2024

Fait marquant

Le gouvernement ouvre les consultations sur sa future stratégie industrielle et nomme la DG de Microsoft UK à la tête de l'*Industrial Strategy Advisory Council*

Le ministre des Entreprises et du Commerce Jonathan Reynolds et la Chancelière de l'Échiquier Rachel Reeves ont ouvert une [consultation](#) sur la future stratégie industrielle à dix ans du gouvernement, « Invest 2035 ».

La stratégie industrielle doit permettre « de construire un environnement stable » en « retirant les barrières à l'investissement » et en « donnant à l'État un rôle de stratégie ».

Elle devra répondre, selon le gouvernement, à trois grandes catégories d'objectifs : favoriser la transition vers le zéro émission nette, renforcer la croissance régionale, notamment en identifiant des « clusters pouvant stimuler la croissance », et améliorer la sécurité économique du Royaume-Uni en « intégrant les risques liés à la sécurité nationale et les vulnérabilités des chaînes d'approvisionnement » aux politiques de croissance.

La stratégie industrielle sera centrée sur huit secteurs de l'industrie et des services pour lesquels le gouvernement estime que le R-U dispose d'un avantage comparatif : l'*Advanced Manufacturing* (industries de pointe, dont l'automobile, l'aéronautique et l'industrie pharmaceutique) ; les industries de l'énergie propre ; les industries créatives ; les industries de défense ; le numérique et les technologies ; les services financiers ; les sciences de la vie et les services professionnels et commerciaux. Plusieurs sous-secteurs feront l'objet de stratégies sectorielles ciblées.

Le gouvernement souhaite agir sur six différents leviers pour « créer un environnement pro-business » : les compétences ; l'innovation ; l'énergie et les infrastructures ; la réglementation ; le soutien à l'investissement et les partenariats internationaux.

Les parties intéressées (entreprises, collectivités, syndicats notamment) ont six semaines pour présenter leurs réponses à la

consultation. La stratégie finalisée sera présentée au printemps prochain, en marge de la présentation du *Spring Budget*. Elle s'accompagnera d'une stratégie commerciale et d'une stratégie pour les infrastructures.

Le gouvernement a par ailleurs nommé Clare Barclay, Directrice générale de Microsoft UK, présidente de l'*Industrial Strategy Advisory Council*, forum nouvellement créé chargé de conseiller le gouvernement sur les questions de stratégie industrielle. La liste de ses membres sera dévoilée dans les prochaines semaines, et il sera amené à devenir une autorité indépendante dont le statut sera précisé par la Loi.

Energie-climat

Les gestionnaires de réseau d'électricité et de gaz dévoilent leurs prévisions pour cet hiver

Le gestionnaire du réseau de transport d'électricité, *National Energy System Operator*, récemment nationalisé, s'attend à un surplus d'offre de 9% par rapport à la demande dans son [scénario de base](#) pour cet hiver, soit le plus important surplus depuis l'hiver 2019/2020. La mise en service de stockages par batterie, d'énergies renouvelables à petite échelle et d'une nouvelle interconnexion avec le Danemark sont à l'origine de ce surplus, malgré la fermeture de la dernière centrale à charbon au début du mois.

De même, le gestionnaire du réseau de transport de gaz, [National Gas](#), ne s'attend pas à un hiver très différent de l'hiver dernier sur les marchés du gaz. Les importations depuis la Norvège et de GNL depuis les Etats-Unis et le Qatar devraient permettre au Royaume-Uni d'assurer la sécurité d'approvisionnement du pays tandis que la baisse des exportations vers l'UE du fait de niveaux de stockage élevés sur le continent a libéré des marges. Par ailleurs, le conflit russo-ukrainien n'est pas vu comme une menace pour la stabilité des approvisionnements britanniques.

Le gestionnaire du réseau d'électricité souhaite pérenniser et généraliser son programme de flexibilisation de la demande

Le gestionnaire du réseau de transport d'électricité, *National Energy System Operator*, a demandé officiellement à l'autorité de régulation de l'énergie, l'Ofgem, de pérenniser son programme de flexibilisation de la demande « *Demand Flexibility Service* ». Cette initiative, lancée en 2022, permet de rémunérer les clients en contrepartie d'un report de leurs consommations afin de lisser la demande en cas de tensions sur l'équilibre offre-demande. Lors de l'hiver 2023/24, près de 2,6 millions de clients particuliers et entreprises avaient participé et économisé 3,7 GWh d'électricité.

Le gouvernement crée la *Clean Power Advisory Commission* pour soutenir la décarbonation du mix électrique britannique

Le gouvernement a [annoncé](#) la nomination de huit experts du secteur de l'énergie, qui formeront la *Clean Power Advisory Commission*. La commission aura pour objet de conseiller le gouvernement dans la mise en œuvre du plan d'action Clean Power 2030. Ses nouveaux membres sont d'anciens dirigeants d'entreprises du secteur de l'énergie (dont Nick Winsor, ancien DG du gestionnaire du réseau de transport et de distribution d'électricité National Grid) et des universitaires (dont Robert Gross, Directeur du UK Energy Research Center et professeur de politique énergétique à l'Imperial College).

Stockage hydraulique - Les développeurs de projet de stockage hydraulique d'électricité pourront solliciter un financement public via le mécanisme « *cap and floor* » à partir de 2025. Aujourd'hui, le Royaume-Uni ne compte que 4 stations de transfert d'énergie par pompage (STEP), alors que les besoins de stockage de long terme dans le système électrique sont estimés entre 11,5 GW et 20 GW d'ici 2050.

Nomination – Emma Pinchbeck, la directrice générale de l'organisation regroupant les énergéticiens *Energy UK*, a été nommée directrice générale du *Climate Change Committee*. Elle y succède à Chris Stark, qui dirige désormais la mission sur les énergies propres lancée par le nouveau gouvernement.

Environnement

Natural England appelle à reconsidérer les services économiques rendus par la nature

Dans son discours de présentation du rapport [State of Natural Capital](#), Tony Juniper, le directeur de l'agence Natural England, a plaidé pour une nouvelle approche économique de l'environnement et de la biodiversité. La nature rend en effet de précieux services écosystémiques dont la valeur économique est évaluée par le rapport : la pollinisation représente ainsi un bénéfice de 500 M£ pour les agriculteurs. Au total, le rapport évalue le capital naturel du Royaume-Uni à plus d'1,5 trillion de livres. Ce rapport est accompagné d'un registre des risques encourus par les différents écosystèmes face aux cinq tendances de long terme concourant à la dégradation de l'environnement : le changement d'affectation des sols et des espaces maritimes, la pollution, l'exploitation des ressources, le changement climatique et les espèces invasives.

Transports

La *National Infrastructure Commission* publie un rapport sur les raisons du coût élevé des infrastructures au R-U

La *National Infrastructure Commission*, forum chargé de conseiller le gouvernement sur les questions d'infrastructures, a publié un [rapport](#) sur le coût élevé des projets d'infrastructures au Royaume-Uni. Elle identifie plusieurs difficultés dans la gouvernance et la maîtrise d'ouvrage des projets qui, si elles étaient levées, pourraient permettre de réduire de 10% à 25% le coût des infrastructures. La NIC cite notamment (i) l'absence d'une stratégie à long-terme sur les infrastructures et d'une visibilité sur les outils qui seront mobilisés pour leur financement, (ii) des difficultés dans la définition des objectifs donnés aux projets, (iii) les incertitudes et délais liés aux procédures d'approbation des permis de construire, et (iv) la fragmentation du secteur du BTP.

Le gouvernement annonce la création d'une *National Infrastructure and Service Transformation Authority*

Le Secrétaire en Chef au Trésor (ministre délégué auprès de la Chancelière de l'Échiquier), Darren Jones, a [indiqué](#) que le gouvernement créerait au printemps 2025 la *National Infrastructure and Service Transformation Authority*, une nouvelle autorité en charge de conseiller le gouvernement sur les projets d'infrastructures et de superviser leur réalisation. Elle reprendra les compétences de la *National Infrastructure Commission* et de l'*Infrastructure and Projects Authority* (agence publique chargée d'accompagner le déploiement des projets d'infrastructures). La nouvelle autorité aura notamment pour mission d'accompagner la conception et le déploiement de la future stratégie du gouvernement sur les infrastructures, qui doit également être publiée au printemps prochain.

La ministre des Transports présente un projet de loi destiné à renforcer les droits des gens de mer

La Secrétaire d'État aux Transports Louise Haigh a [présenté](#) un projet de loi destiné à renforcer les droits des gens de mer—faisant suite au licenciement par P&O Ferries en 2022 de plusieurs centaines de marins britanniques, remplacés par des marins dont les contrats prévoyaient des conditions moins favorables. Si la loi est adoptée, la pratique du « *fire and rehire* » (licenciement suivi de l'embauche d'autres salariés à des conditions moins avantageuses) sera interdite. Par ailleurs, le gouvernement a indiqué qu'il prendrait en octobre des dispositions réglementaires qui permettront l'application du *Seafarer's Wages Act*, entré en vigueur plus tôt cette année, qui contraindra les opérateurs de ferries à verser le salaire minimum britannique à leurs équipages.

Industrie

Le Trésor annonce une réduction d'un cinquième de la capitalisation du *National Wealth Fund*

Le Trésor a [annoncé](#) que le *National Wealth Fund*, instrument destiné à soutenir des investissements privés dans plusieurs secteurs clés pour la décarbonation de l'économie (dont les infrastructures portuaires et les *gigafactories*), serait désormais doté de 5,8Md£ sur cinq ans contre 7,3Md£ précédemment annoncés. La différence serait bien investie dans les secteurs ciblés par le *National Wealth Fund*, à travers « d'autres instruments ». Pour rappel, le *National Wealth Fund* remplacera l'actuelle banque publique d'investissement *UK Investment Bank*, et la capitalisation supplémentaire de 5,8Md£ sera financée par l'emprunt. Il aura pour objectif de débloquer 3£ d'investissement privé pour 1£ de soutien public.

La direction générale du Trésor est présente dans plus de 100 pays à travers ses Services économiques. Pour en savoir plus sur ses missions et ses implantations :

www.tresor.economie.gouv.fr/tresor-international

Responsable de la publication : Service économique régional de Londres

pierre.chabrol@dgtresor.gouv.fr, karine.maillard@dgtresor.gouv.fr

Rédaction : SER de Londres, Tiédel Sow (Transports, Industrie) Jérémy Mast (Energie, Environnement, Climat), revue par Karine Maillard

Abonnez-vous : londres@dgtresor.gouv.fr